



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

29 novembre 2004

Volume 3, Numéro 11

<b>LIGNE DE FOND .....</b>	<b>1</b>
<b>Les négociations sur l'agriculture à l'OMC progressent sur les questions techniques .....</b>	<b>1</b>
<b>Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA): les Membres s'opposent sur la façon de structurer les discussions .....</b>	<b>2</b>
<b>Le Conseil du Commerce des Marchandises évalue la phase transitoire sur les textiles et les vêtements</b>	
<b>NOUVELLES DE L'OMC .....</b>	<b>5</b>
<b>Facilitation des échanges : Les Membres essayent d'avancer vers des questions de fond.....</b>	<b>5</b>
<b>Le Comité du Commerce et du Développement discute du traitement spécial et différencié, de l'assistance technique et des produits de base .....</b>	<b>6</b>
<b>Le Comité GPS finalise la procédure pour la transparence du Traitement spécial et différencié..</b>	<b>8</b>
<b>SUR LE FIL .....</b>	<b>9</b>
<b>Afrique de l'Ouest : La CEDEAO tente d'avancer dans la mise en œuvre d'une Politique Agricole Commune .....</b>	<b>9</b>
<b>Agriculture : Le Sous Comité sur le coton mis en place .....</b>	<b>11</b>
<b>Comité des Subventions et des Mesures Compensatoires : Prorogation de la période de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation des pays en développement .....</b>	<b>12</b>
<b>PUBLICATIONS .....</b>	<b>13</b>

### LIGNE DE FOND

#### **Les négociations sur l'agriculture à l'OMC progressent sur les questions techniques**

Du 15 au 19 novembre derniers, les délégués à l'OMC se sont engagés dans d'intenses négociations sur l'agriculture. Ces discussions qui entrent dans le cadre de la seconde " semaine d'agriculture " après l'Accord Cadre du 1er Août (T/L/579), avaient pour but de faire avancer les négociations du cycle de Doha. Elles se sont beaucoup focalisées sur les questions techniques.

En bouclant la semaine par une rencontre formelle de la session spéciale de négociation du comité de l'agriculture le 19 novembre, le président Tim Groser a souligné que le résultat était un peu mitigé, mais que l'atmosphère de travail avait été très constructive. Les Membres ont fait des progrès importants dans les discussions sur les subventions à l'exportation tandis que les discussions sur la catégorie verte piétinent. Ils ont aussi établi le sous comité sur le coton qui restera sous l'égide de la session spéciale du Comité de l'Agriculture (Voir par ailleurs). Certains délégués ont déploré le fait que des discussions aient été ouvertes sur plusieurs sujets différents, rendant du coup difficile un plein engagement sur tous les thèmes. D'autres Membres ont avancé que les sujets devraient être débattus assez tôt pour atteindre un niveau de consensus élevé en prévision de la conférence de Hong Kong de décembre 2005.

Après la réunion, l'Ambassadeur du Brésil Luis Felipe de Seixas Correa a déclaré " nous sommes dans ce que j'appellerai une phase de pré-négociation. Personne n'espère que les

négociations puissent vraiment démarrer avant mars ou avril de l'année prochaine. "

#### **Des progrès sur les crédits à l'exportation et sur l'aide alimentaire**

Les Membres se sont penchés sur la question de savoir comment réglementer les crédits à l'exportation, les garanties et les assurances, contraires à l'esprit de l'Accord Cadre qui interdit les crédits pour les périodes allant au delà de 180 jours. Les Etats Unis sont les plus exposés à cette rigueur réglementaire.

Les délégués ont pu avancer sur la question des primes minimales, les paiements d'intérêts, les taux d'intérêts minimaux et autres discussions techniques. Certains Membres ont donné l'impression que le " texte de Harbinson " pourrait servir de base pour les négociations dans ce domaine. Un fonctionnaire américain a noté " qu'il n'y avait pas de nouvelles idées pour améliorer le texte, et d'ajouter que " le texte d'Harbinson servirait sûrement de texte de base et qu'il pourrait y avoir des rajouts de dispositions supplémentaires ". Certains Membres ont estimé que les pays en développement devraient pouvoir utiliser les crédits à l'exportation. L'Union Européenne a dit par rapport à cela qu'elle ne pensait pas que de telles mesures risqueraient d'engendrer l'augmentation de dettes seraient appropriées dans ce contexte.

A propos de l'aide alimentaire, les Membres se sont mis d'accord sur le fait qu'elle devrait être encadrée afin d'empêcher le détournement commercial. Eu égard à cela, ils ont posé la question de savoir si l'aide alimentaire devrait être attribuée à titre de financement " déliés " ou sous formes de dons. Les pays bénéficiaires sont restés plutôt silencieux sur cette question.

#### **Discussions sur la Catégorie verte et les produits tropicaux**

Des divergences profondes sont apparues sur la question des subventions de la catégorie verte L'Union Européenne pensait qu'on allait simplement procéder à un passage en revue des

dispositions existantes alors que plusieurs pays du G20 tels que le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde ainsi que du groupe de Cairns voulaient discuter plus en profondeur la mise en place de nouvelles disciplines en matière de soutien interne et en particulier concernant les paiements directs. Le G10 a insisté sur le fait que la catégorie verte est un outil important dans la transition vers l'élimination des subventions qui produisent des effets de distorsions sur les échanges. Le Brésil, de son côté, a souligné que certains programmes de subventions pourraient aider les producteurs à couvrir les risques et les coûts généraux engendrés, et débouchaient indirectement sur un niveau de production plus élevé.

La proposition du Costa Rica sur l'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits tropicaux, a reçu l'appui de la plupart des pays d'Amérique Latine. Certains pays ACP comme la Jamaïque et l'Ile Maurice ont cependant noté que des préférences importantes sont pour le moment en place pour les produits tropicaux comme le sucre et la banane ; une libéralisation totale du commerce de ces produits pourrait causer un préjudice aux pays dépendants de ces préférences.

La prochaine " semaine de l'agriculture " est prévue du 13 au 17 décembre. Lors de cette session, les Membres devraient se pencher sur la formule de réduction tarifaire et les sujets y afférents, comme les produits dits " sensibles " et/ou " spéciaux " ainsi que le mécanisme de sauvegarde spécial

---

#### **Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA): les Membres s'opposent sur la façon de structurer les discussions**

Le groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles s'est réuni du 8 au 11 novembre derniers et a abordé plusieurs questions techniques relatives aux négociations sur les produits non agricoles, ainsi que la manière de

structurer les pourparlers à venir. Selon des sources proches des négociations, des désaccords sont apparus sur la question de la structuration des discussions et sur la priorité à accorder à tel ou tel sujet parmi les trois qui composent l'accord-cadre de juillet sur cette question : la formule de réduction tarifaire générale, la composante des tarifs sectoriels (y compris l'élimination complète des tarifs dans les secteurs sélectionnés) et les flexibilités pour les pays en voie de développement.

#### **Le texte de Johannesson accueilli avec scepticisme par les pays en développement**

Le président du Groupe de travail, l'ambassadeur Islandais Stefan Johannesson, a fait circuler un document avant la réunion, dans lequel il expose quelques idées préliminaires sur les modalités d'organisation des discussions. Selon lui, il y aurait une large tendance favorable à l'idée de commencer les négociations dans l'ordre suivant : la formule de réduction tarifaire, l'approche sectorielle et la flexibilité pour les pays en développement. Il a aussi fait référence aux barrières non tarifaires comme pouvant être le quatrième point sur lequel les membres pourraient se pencher dans leur premier jet de discussion.

Sa proposition a cependant été rejetée par un groupe d'au moins 20 pays en développement, dont le Brésil, la Thaïlande, le Pérou, l'Équateur, le Vénézuéla, l'Argentine, l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, El Salvador, le Honduras, la République dominicaine, et l'Inde. Ces pays ont en effet affirmé qu'ils s'opposeraient à toute approche renvoyant à un " trépied " et qu'ils ne pourraient aborder de composante sectorielle sans avoir bouclé la question de la formule. A en croire la délégation indienne, accepter l'initiative mettrait l'élimination sectorielle de tarifs au même niveau de priorité que l'établissement de la formule. Les pays en développement ont en outre réaffirmé leur demande de voir leurs préoccupations spéciales prises en compte à toutes les étapes des négociations.

A contrario, certains des pays développés, au premier rang desquels se trouvent les Etats-Unis,

l'UE, la Nouvelle Zélande et l'Australie ont soutenu les propositions du président. Selon ces derniers, la formule est certes importante pour les négociations, mais elle l'est tout autant que les autres éléments qui devraient composer la base d'un futur accord. Les Etats-Unis ont indiqué que l'accord-cadre de juillet n'a pas déterminé clairement des modalités de base et ont appelé les Membres à éviter de toucher à l'équilibre de ce texte. L'Australie a abondé dans le même sens, déclarant que quelques pays en développement essayaient de réinterpréter le " paquet de juillet " dans lequel la formule et l'élimination sectorielle ont été abordées avec une égale importance.

Une autre question au centre des débats a été la participation des Membres dans l'initiative sectorielle. Les pays en développement ont affirmé que l'accord-cadre de juillet dispose que la " participation de tous les participants " serait un impératif pour atteindre les objectifs fixés dans la déclaration de Doha. Les USA, estiment quant à eux, que la participation de tous n'est nullement nécessaire et qu'il suffirait d'obtenir une masse critique et la convergence d'un grand nombre de pays qui entretiennent une relation d'échange sur un produit pour parvenir à une avancée vers l'élimination des tarifs sur ce produit spécifique.

#### **Le désaccord persiste aussi sur la méthodologie pour conversion des tarifs**

Les délégués ont aussi discuté de la conversion des droits non ad valorem en équivalent de droit ad valorem lors de cette réunion du 8 au 11 novembre derniers. Les droits ad valorem font référence à des tarifs basés sur un pourcentage fixe de la valeur d'importations, tandis que les droits non ad valorem se basent plutôt sur le volume. L'accord cadre de juillet demande aux membres de procéder à la conversion et à la consolidation des droits non ad valorem en droit ad valorem pour qu'ils puissent être appliqués à toutes les formules de réductions.

Dans cette optique, les Etats-Unis ont proposé la mise sur pied d'un sous-groupe, au sein de Groupe de Travail sur l'Accès aux Marchés (GTAM), pour s'occuper spécifiquement des implications techniques de la conversion des droits non ad

valorem en équivalent ad valorem. Cette proposition n'a pas eu cependant beaucoup de succès, critiquée qu'elle a été par l'UE qui y voit une structure de plus qui pourrait disperser les efforts réalisés dans le GTAM et qui dupliquerait aussi ce qui se fait dans les négociations agricoles.

La prochaine réunion du GTAM est prévue le 6 décembre prochain.

---

### **Le Conseil du Commerce des Marchandises évalue la phase transitoire sur les textiles et les vêtements**

Le Conseil du commerce des marchandises (CCM) s'est réuni le 11 novembre dernier pour une session ordinaire consacrée à l'examen de la troisième et dernière étape de la mise en œuvre de l'Accord sur les Textiles et les Vêtements (ATV). Les Membres ont pris acte du rapport 2004 de l'organe de supervision des textiles et ont examiné de façon exhaustive le rapport élaboré par cet organe en direction du Conseil du Commerce des Marchandises à propos de la mise en œuvre de l'ATV.

Les discussions ont d'emblée porté sur les aspects techniques des procédures de notification et de mise en œuvre de l'ATV aux termes duquel tous les contingents relatifs aux textiles et aux vêtements devront être éliminés à la fin de cette année. Le rapport 2004 a fait état de l'intérêt à amener chaque Membre à "fournir une liste détaillée des produits à intégrer avant le 1er janvier 2005" afin d'assurer la transparence dans le processus de libéralisation. L'article 2 sur le processus d'intégration précise cependant que quatre catégories de produits (peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements) doivent être représentés dans la liste des produits intégrés.

Le rapport a aussi soulevé d'autres questions relatives à la mise en œuvre, en particulier, celles concernant les contingents des USA avant de

prédire la dissolution de l'organe de supervision des textiles à la fin de l'année. Les Membres ont aussi abordé les difficultés que peuvent rencontrer les pays en développement à la fin de la dernière phase d'application de l'ATV. Ces discussions n'ont cependant pas débouché sur un consensus quant à la façon de faciliter la transition.

Il a été conseillé vivement aux Membres de limiter leurs mesures commerciales dans le secteur des textiles et des vêtements en 2005, en considération de la déclaration du cycle de Doha sur la mise en œuvre qui stipule que "les Membres feront preuve d'une attention particulière avant d'ouvrir des enquêtes anti-dumping concernant les exportations de textiles et de vêtements des PVD, lorsque ces exportations étaient antérieurement soumises à des restrictions contingentaires au titre de l'Accord ATV de l'OMC."

D'autres questions ont brièvement été abordées et portaient en particulier sur l'usage de mécanismes de sauvegarde transitoires, des options de report dans cette troisième et dernière étape de la libéralisation, et des arrangements pour l'administration et la mise en œuvre des quotas.

Les pays Membres de l'accord ATV se préparent actuellement aux changements majeurs qui interviendront dans le commerce des textiles et des vêtements avec la fin des quotas en décembre 2004. Lors de la réunion du Sous comité de l'OMC sur les PMA le 29 octobre dernier, le document présenté par la Tanzanie mentionnait que: "l'existence des quotas a permis aux PMA d'avoir accès aux marchés prévisibles tout en permettant aux entrepreneurs locaux comme étrangers de rester motivés pour développer les industries locales". Les PMA ont relevé de surcroît l'importance des textiles et des vêtements dans leur développement économique.

Toutefois, ils n'ont pas manqué de souligner leurs inquiétudes sur la perte de parts de marchés et l'érosion des marges préférentielles qui seront engendrées par la fin des quotas. Pour cette raison, ils ont proposé la création d'une Commission d'étude qui permettrait de mettre en évidence les

problèmes posés par cette situation et de proposer des solutions idoines. Au préalable, certains Membres tels que le Bangladesh, le Madagascar, l'Ouganda entre autres, avaient formulé une demande dans le même sens. Les Membres qui se montraient réticents à cette proposition des PMA se sont finalement résolus à la soumettre à leurs capitales respectives pour examen.

L'accord ATV fait partie intégrante des accords multilatéraux sur le commerce des marchandises annexés à l'accord sur l'OMC. Il n'est pas cependant un accord définitif. De nature provisoire, il postule le retour des textiles et des vêtements dans le droit commun de l'OMC. Le calendrier actuellement appliqué pour la suppression de tous les contingents sur les textiles et les vêtements est ainsi établi : du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1997 pour la première phase, du 1er janvier 1998 au 31 décembre 2000 pour la deuxième phase, du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2004 pour la troisième et dernière phase.

## NOUVELLES DE L'OMC

### **Facilitation des échanges : Les Membres essayent d'avancer vers des questions de fond**

Après une première réunion tenue le 15 novembre, le groupe de travail mis en place pour prendre en charge les négociations relatives à la facilitation des échanges, tel que prévu dans l'annexe D de l'accord-cadre du 1er août 2004, s'est retrouvé une deuxième fois les 22 et 23 novembre. Cette seconde réunion avait entre autres objectifs de jeter les bases des discussions à venir en concertation avec la CNUCED, la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale des Douanes et l'OCDE.

#### **Poursuivre la clarification et l'amélioration des articles V, VIII et X**

Au terme du mandat énoncé dans l'annexe D de l'accord de juillet : " Les négociations viseront à clarifier et à améliorer les aspects pertinents des

articles V, VIII et X du GATT de 1994 en vue d'accélérer encore le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit... ". A titre d'exemple, quelle interprétation devrait-on faire du terme " raisonnable " contenu dans l'article V (4) qui stipule que " Tous les droits et règlements appliqués par les parties contractantes au trafic en transit en provenance ou à destination du territoire d'autres parties contractantes devront être raisonnables, eu égard aux conditions du trafic ".

#### **L'Organisation mondiale des douanes (OMD) se penche sur la sécurisation de la chaîne logistique internationale**

Dans sa présentation, l'OMD s'est concentrée sur l'importance de la facilitation commerciale au niveau des douanes pour réduire, voire supprimer, les restrictions inutiles aux échanges et le renforcement de la qualité des contrôles aux frontières selon des procédures internationales harmonisées. La présentation a aussi mis l'accent sur les diverses formes de facilitation des échanges ainsi que des procédures développées par l'OMD, tout en reconnaissant l'importance des droits de douane dans l'équilibre budgétaire des pays en développement. Ils représentent en effet 30 à 40% des recettes publiques dans certains pays tandis que dans d'autres, ils peuvent aller jusqu'à 70%.

En réponse à une question du Kenya et de la CE de savoir si la facilitation des échanges commerciaux pourrait tout à la fois réduire les contrôles aux frontières tout en augmentant le niveau de sécurité, l'OMD a montré que la réduction des contrôles aux frontières n'entrave pas nécessairement l'impératif de sécurité dans la mesure où elle permet aux autorités douanières de rationaliser leurs ressources en se concentrant sur les zones qui ont effectivement besoin de contrôle.

#### **La CNUCED plaide pour une approche cohérente de la facilitation**

La CNUCED a attiré l'attention sur le fait que la meilleure façon d'aborder la question de la facilitation des échanges consiste à aller au delà des procédures douanières pour se pencher sur des sujets clés tels que les mesures sanitaires et



phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce et les problèmes liés aux transports, avec pour objectif de simplifier, harmoniser et rationaliser les mesures prises dans tous ces domaines importants pour le développement.

La Banque mondiale comme la CNUCED a aussi tenté de montrer les effets négatifs que la rigidité des procédures douanières pourrait avoir sur le développement des pays, en particulier ceux en développement, et démontré, par voie de conséquence, qu'un système simplifié et modernisé serait un atout pour rehausser les avantages des pays.

#### **Les Membres exposent leurs priorités**

Beaucoup de Membres, développés et en développement, ont reconnu les avantages qui pourraient découler des négociations sur la facilitation des échanges ainsi que leur impact quant à la transparence, prévisibilité, la sécurité et l'efficacité des procédures douanières. L'UE a noté que tous les pays bénéficieraient de ces pourparlers et a rejeté toute division Nord-Sud dans ces discussions, le but étant de réduire, partout, les lourdeurs administratives et bureaucratiques.

La Zambie, de la part des pays les moins avancés (PMA) a mis l'accent sur la nécessité d'une assistance technique et d'un traitement spécial et différencié qui seuls peuvent permettre aux PMA de participer aux négociations et de supporter les mesures d'adaptation et de mise à niveau de leurs administrations. L'accord-cadre de juillet ne donne cependant aux PMA aucune obligation en matière de mise en œuvre d'un accord éventuel sur la facilitation si leur capacité ne le leur permet pas.

La prochaine réunion du groupe de négociation est prévue du 7 au 9 février 2005.

---

### **Le Comité du Commerce et du Développement discute du traitement spécial et différencié, de l'assistance technique et des produits de base**

Le Comité du Commerce et du Développement (CCD) s'est relancé dans les négociations à la suite de l'obtention de l'accord-cadre du 1er août. En effet, après une importante réunion consacrée le 29 octobre au réexamen du traitement spécial et différencié, une autre a été organisée le 16 novembre pour se pencher sur l'assistance technique. Cette dernière a aussi été l'occasion pour la CNUCED de faire une présentation sur les produits de base et la question des matières premières.

Les discussions en vue de l'établissement de dispositions opératoires pour le traitement spécial et différencié n'ont pas beaucoup avancé à l'OMC. Au moins à trois reprises, les Membres ont échoué à respecter les délais de référence fixés pour la mise en place de telles dispositions entre 2002 et maintenant. Selon Faizel Ismail, représentant sud africain et président du CCD, les Membres doivent redoubler d'efforts pour parvenir à des avancées d'ici la pause de Noël, y compris sur les 28 propositions spécifiques et d'autres questions transversales qui ont été définies avant Cancun.

#### **La convergence sur les 28 propositions adoptées avant Cancun comme point de départ**

Lors de la réunion du 29 octobre, le Président Ismail a appelé les Membres à capitaliser à partir des points de convergence retenus avant Cancun, tout en poursuivant les discussions sur les questions transversales. Pour rappel, dans le processus de discussion en vue de rendre le traitement spécial et différencié plus transparent, plus opératoire et plus effectif, conformément au mandat de Doha, les Membres avaient mis sur la table 88 propositions. Mais confrontés à la difficulté de traiter toutes ces propositions, et tenant compte des espaces de divergence et/ou de convergence sur certaines d'entre elles, ils avaient opéré une division informelle de ces propositions en trois catégories : la première qui englobe 28

propositions porte sur celles qui font l'objet d'un consensus ; la seconde porte sur 38 propositions sur lesquelles les positions sont mitigées et qui ont été envoyées aux organes compétents pour plus de clarification et la troisième avec 15 propositions porte sur des sujets sur lesquels les Membres n'ont pas réussi à trouver des consensus.

#### **Le programme de l'assistance technique pour 2005**

Les questions relatives à l'assistance font l'objet de moins de controverses même si les Membres en discutent aussi avec beaucoup d'intérêt et font, de temps à autres, des remarques sur des sujets spécifiques.

La proposition de programme d'assistance technique pour 2005 a été présentée par le secrétariat de l'OMC lors de la réunion du CCD du 16 novembre (WT/COMTD/W/133/Rev.1). Le Programme qui doit être adopté avec les amendements à la fin de l'année 2004 a suscité des controverses en particulier sur les points en rapport avec la question des textiles et des vêtements. Les Membres étaient en désaccord total en ce qui concerne l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans les matières couvertes par le programme d'assistance technique. La Chine a soutenu qu'il n'y avait aucune raison d'avoir une assistance technique dans le domaine des textiles et des vêtements puisque cela ne figure pas dans le mandat donné à Doha.

Le Brésil est allé dans le même sens que la Chine. En effet, si l'assistance technique est accordée pour ce qui est des textiles et des vêtements en dehors du mandat de Doha, cela reviendrait à l'orienter sur des questions qu'elle ne devrait pas prendre charge en particulier les trois des quatre thèmes de Singapour exclus du programme de Doha. La Chine craint en effet que l'ambiguïté de la question de l'assistance technique concernant " l'après-ATV " puisse amener certains pays à tenter de ranimer les quotas dans ce secteur en 2005 dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA.)

L'Ouganda, le Kenya et quelques pays de l'Amérique Centrale ont clairement soutenu qu'ils

ne voulaient pas ranimer les quotas, mais plutôt souhaitent obtenir l'assistance afin de faciliter l'ajustement de leurs économies et industries locales avec la disparition de l'ATV. Au cours d'un déjeuner débat, le délégué de la Chine a plutôt suggéré la tenue de séminaires nationaux sur la question, et le Brésil a avancé que ça pourrait être plus facile si les ateliers régionaux portaient uniquement sur l'environnement commercial de " l'après-ATV ", et ne cherchaient pas à continuer les quotas ou d'autres restrictions dans le secteur.

Au surplus, les Membres ont cherché à apporter un coup de projecteur sur les activités ciblées dans le cadre du Programme sur l'Assistance Technique et, en particulier ont demandé des informations sur le niveau de l'assistance qui serait fourni et sur le caractère équilibré de celle-ci au niveau régional.

#### **La Présentation de la CNUCED sur les produits de base**

La CNUCED a présenté un document relatif aux produits de base constituant ainsi un point à examiner dans l'ordre du jour de cette réunion. Les Membres n'ont pas pu traiter de façon exhaustive cependant toutes les questions au menu, seulement quelques questions ont été abordées et celles restantes sont renvoyées à une réunion ultérieure. Les Membres étaient divisés sur la manière de continuer avec la question des produits de base. Les pays développés suggéraient une série de présentations suivies de discussions. Les pays en développement, en revanche, voulaient avoir immédiatement des discussions, et exprimaient des craintes que l'approche des pays développés puisse être trop prenante. Certains Membres considéraient par conséquent une approche médiane avec une série d'organisations avec des présentations suivies de discussions. Le débat sur cette question a aussi été renvoyé ultérieurement devant l'incapacité du président à résoudre ce qui a été décrit comme une " impasse inutile ".

#### **Le secrétariat apporte des clarifications sur les Règles et leur implication dans le développement**

Dans le contexte du débat en cours sur la signification du " développement durable " au

paragraphe 51 de la Déclaration Doha, le Comité du Commerce et du Développement est mandaté pour " identifier et discuter des aspects des négociations relatives au développement et à l'environnement afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée ", le Secrétariat de l'OMC a fait une présentation sur ces aspects des débats du Groupe de négociation sur les règles ayant des implications sur le développement en particulier, avec le traitement spécial et différencié.

---

### **Le Comité GPS finalise la procédure pour la transparence du Traitement spécial et différencié**

Suite au compromis trouvé par le Canada et la Malaisie, le Comité de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), réuni les 27-28 octobre a adopté une procédure pour la transparence du traitement spécial et différencié (TSD) pour les pays en voie de développement. La procédure s'inspire de la proposition canadienne adoptée en avril 2003. Le Comité a aussi examiné plus de 30 questions spécifiques relatives aux questions commerciales, parmi lesquelles les affaires sur les réglementations concernant l'emballage du bois proposé par quelques Membres.

L'Accord SPS dans ses dispositions à l'instar d'autres accords de l'OMC( accord sur les obstacles techniques au commerce), s'est efforcé de répondre aux besoins spécifiques des PED en posant le principe du traitement spécial et différencié( TSD).

Le TSD n'a pas connu dans l'ensemble un grand succès eu égard à l'importance de questions qu'il ne cesse de soulever jusqu'ici. Aujourd'hui, le renforcement de la transparence du TSD constitue plus que jamais une question d'actualité.

### **La procédure pour la transparence du TSD finalement acceptée**

La procédure de notification amendée exige que les Membres prennent part aux consultations bilatérales si un pays exportateur rencontre des difficultés significatives pour se conformer à la réglementation proposée concernant l'option du TSD (voir la proposition canadienne G/SPS/W/155). Après consultations, le Membre qui notifie doit soumettre un Addenda à l'OMC, spécifiant le TSD demandé (ou les raisons qui ont fait que le TSD n'a pas été accordé).

La procédure prévoit aussi un prolongement du délai des discussions (souvent 30 jours) au cas où il y aurait des délais pour recevoir et traduire des documents pertinents ou s' il y a un besoin supplémentaire d'éclaircissement de la mesure notifiée. Le compromis trouvé au surplus, donne des détails sur les possibilités de trouver des réponses aux inquiétudes exprimées par les pays membres exportateurs. Ceux-ci pourraient y inclure une des questions suivantes : un changement dans la mesure à appliquer sur la base de la clause de la nation la plus favorisée; l'application de l'assistance technique au Membre concerné; ou l'application du TSD. Une fois accordée le TSD s'appliquerait équitablement à tous les Membres des pays en développement.

La Malaisie qui avait soutenu l'adoption de la procédure, a exprimé des réticences centrées sur le fait que l'obligation d'accorder le TSD devrait rester pour les pays développés introduisant de nouvelles mesures affectant les importations sans attendre que les pays en voie de développement affectés puissent faire des observations. Certains pays développés ont répondu que ce serait difficile pour eux d'estimer les besoins des PED en matière de TSD sans observations du pays concerné.

### **Les règles sur l'emballage du bois soulèvent des inquiétudes**

Plusieurs Membres, en particulier les USA et quelques pays Latino-américains, ont soulevé des inquiétudes sur les demandes de certains pays, y compris l'Australie et la CE, de ne pas appliquer



les normes standards sur l'emballage du bois de la Convention internationale pour la protection des végétaux, en exigeant que le bois devrait être séparé de l'écorce. Les Membres en litige ont fait des remarques sur l'absence d'évaluation des risques de la part de la CE et de l'Australie au titre des obligations posées dans l'Accord SPS toutes les fois qu'une mesure est plus contraignante que la norme internationale standard. La Nouvelle Zélande qui évalue aussi la nouvelle mesure a dit qu'il préparait une évaluation des risques.

Les membres se sont dans le passé à maintes reprises plaints contre les règles en matière d'emballage du bois, y comprises les mesures de l'Inde en matière d'emballage du bois. Les USA, soutenus par la CE, le Canada, le Chili et la Nouvelle Zélande, au dernier Comité SPS qui s'est réuni en mars, ont considéré qu'elles s'écartent substantiellement des normes standards de la convention internationale pour la protection des végétaux. Une demande a été ainsi formulée à l'endroit de l'Inde de trouver une justification scientifique pour sa mesure. L'Argentine et le Chili avaient aussi exprimé des inquiétudes à la réunion en octobre 2003 du Comité SPS sur la notification du bois des USA en matière d'emballage. Ils considèrent qu'ils n'ont pas eu le temps nécessaire pour rendre effectives les mesures exigées.

Le traitement spécial et différencié en faveur des PED, conférerait à cette catégorie de pays l'avantage de différer l'application de l'accord en ce qui concerne les mesures affectant l'importation (5 ans pour les PMA et 2 ans pour les PED à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord, c'est à dire en 1995). Aujourd'hui ce délai est largement dépassé.

Cependant, le comité SPS, sur demande spéciale, peut accorder des délais plus longs pour permettre à ces pays de se conformer à certaines ou à la totalité des obligations. Le comité SPS a noté tout de même que jusqu'en septembre 2001, aucune demande allant dans ce sens ne lui avait été soumise. On signale néanmoins que l'Inde a proposé au comité SPS une prolongation des

périodes transitoires au titre de l'article 14 de l'accord SPS.

La prochaine réunion du comité SPS est prévue les 7 et 8 mars 2005.

## **SUR LE FIL**

### **Afrique de l'Ouest : La CEDEAO tente d'avancer dans la mise en œuvre d'une Politique Agricole Commune**

Après la réunion des chefs d'Etat et gouvernement de la CEDEAO du 17 mai 2002 à Yamoussoukro et l'atelier de formation sur les politiques agricoles et d'information sur le NEPAD (28-30 avril 2004), un atelier national de concertation sur la politique agricole de la CEDEAO s'est tenu à Dakar du 3 au 5 novembre dernier pour réfléchir sur les possibilités d'harmonisation des politiques agricoles en vigueur dans l'espace communautaire.

L'engagement de la CEDEAO dans plusieurs processus de négociations, en particulier la négociation d'un Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne, exige une rationalisation de sa démarche en en œuvrant au préalable pour l'harmonisation des marchés, des réglementations et des politiques publiques au sein de l'espace. C'est pourquoi, une politique agricole commune devrait définir, selon M. Thierno Mademba GAYE, Directeur de cabinet du ministre de l'agriculture du Sénégal, " les principes et les objectifs assignés au secteur agricole, l'orientation du développement agricole et les domaines d'intervention ". Les objectifs de la PAC, devraient selon lui, être orientés vers " la sécurité alimentaire durable des pays membres de la CEDEAO, la rémunération décente aux actifs agricoles et l'expansion durable des échanges tant du point de vue de la sous région que dans le reste du monde ".

Pour sa part, le représentant de la CEDEAO, Monsieur Yamar Mbodj a considéré "qu'à partir des positions et des contributions des pays et des

acteurs, la CEDEAO dégagera l'option la plus fédératrice des attentes et des intérêts de la région". Il a souhaité par ailleurs que la rencontre de Dakar participe à la réduction de la pauvreté et assure le développement durable, piliers essentiels des objectifs du NEPAD.

Le plan d'action qui a été établi préconise l'établissement d'un document de base incluant un diagnostic régional du secteur agricole, une identification des principales opportunités, défis, principes et enjeux. La finalisation du projet de document et sa présentation aux instances de validations de la CEDEAO sont prévues pour début 2005. D'ici là, un atelier où prendront part différents acteurs régionaux d'organisations socioprofessionnelles, organisations d'intégration et de coopération régionale, administrations nationales des 15 pays membres de la CEDEAO dans les secteurs agricoles entre autres, sera organisé pour discuter des priorités, des domaines d'intervention, des instruments de politiques agricoles mobilisés et des modalités de financements.

Pour les organisateurs, le succès de cette politique dépendra de la mise en place d'un véritable marché commun, de l'unicité du marché dans la suppression des barrières douanières et de l'unicité des prix dans l'instauration de mécanismes régulateurs.

#### **Risque de collusion avec la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU)**

Si l'initiative de la CEDEAO peut présenter des avantages, on pourrait tout de même se demander si sa PAC ne risque pas de faire double emploi avec la Politique Agricole de l'UEMOA qui a déjà mis en œuvre un projet semblable. La PAU a été créée depuis août 1999 et les objectifs dégagés sont les mêmes. Seul l'espace géographique d'application de ces politiques diffère de peu. En effet, la PAU se déploie dans un espace francophone plus restreint que la PAC de la CEDEAO.

On craint ainsi un mimétisme qui ne serait pas pratique en termes de coût et de temps alloués au

nouveau projet. Il eût été certainement plus pratique que la CEDEAO travaille plus étroitement avec l'UEMOA en vue d'identifier une possible joint venture dans la définition des orientations et de la mise en œuvre d'une politique agricole commune. Ce faisant, la CEDEAO pourrait tirer profit aussi de la position de l'UEMOA qui est dans l'attente de la confirmation de son statut d'observateur à l'OMC et profiter de son expérience dans l'élaboration de positions communes à la sous région dans les négociations commerciales multilatérales.

Pour rappel, l'UEMOA a été créée en 1994, en remplacement de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO). C'est une organisation sous régionale qui compte huit pays membres: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Togo. Elle vise l'unification des espaces économiques nationaux ayant l'usage d'une monnaie commune qui est le franc CFA. Elle a pour but la convergence des politiques économiques ainsi qu'une véritable intégration des économies des pays membres. Sur le plan commercial, ses desseins s'apparentent à ceux de la CEDEAO, au moins dans leurs déclinaisons.

#### **La société civile se penche aussi sur la politique agricole**

Concomitamment à l'atelier de la CEDEAO, le Forum du tiers-monde, organisation mettant en réseau une grande pluralité de compétences et oeuvrant dans la recherche d'alternatives en faveur des pays du Sud, a organisé une rencontre sur le thème : " la nouvelle question agraire :avenir des agriculteurs et des sociétés paysannes en Afrique de l'ouest ".

A cette occasion, intervenant sur la question de la PAC de la CEDEAO, Samir Amin a noté que celle-ci devrait permettre de soutenir l'option en faveur d'une économie paysanne et d'un développement des économies paysannes pour les pays membres de la CEDEAO. Dans un contexte marqué par la mondialisation, une PAC de la CEDEAO, même si elle est la bienvenue, n'est pas cependant sans présenter des inquiétudes

notamment par rapport aux importations agricoles venant des pays du Nord et du Sud avec des prix de dumping, lesquels concurrencent déloyalement les produits agricoles locaux. Sous ce registre, certains intervenants ont mis en garde la CEDEAO et la PAC contre l'erreur de l'UEMOA avec son tarif extérieur commun(TEC).

Quelque que soit le schéma qui guidera la PAC de la CEDEAO, force est de reconnaître que celle-ci doit être compatible avec les règles de l'OMC en particulier avec l'accord sur l'agriculture qui traite de l'accès aux marchés, du soutien interne à la production, de la concurrence à l'exportation et du traitement spécial et différencié.

---

### **Agriculture : Le Sous Comité sur le coton mis en place**

Le Comité spécial de l'Agriculture qui s'est réuni le vendredi 19 novembre dernier a finalement décidé d'établir le Sous Comité sur le coton dont la création fait suite à l'Accord-Cadre du 1er Août 2004. Cet organe sera chargé de traiter la question du coton de manière " ambitieuse, rapide et spécifique ", quoique dans le cadre des négociations globales sur l'agriculture.

Lors de la réunion, les discussions ont essentiellement porté sur le fonctionnement du Sous-Comité, les contours du mandat qui lui seront confiés et le choix de sa présidence.

Le sous-comité est ouvert à tous les pays Membres de l'OMC ainsi qu'aux observateurs gouvernementaux. Les Organisations internationales ayant déjà le statut d'observateurs au niveau du Comité de l'agriculture en bénéficieront également au niveau du Sous Comité sur le coton. Celui ci travaille sous la coupole de la session spéciale du Comité sur l'agriculture et devra rendre régulièrement compte au comité de l'agriculture. A ce stade, l'information devra être relayée suivant une hiérarchie établie par l'OMC de ses propres organes : le Comité de l'agriculture devra rapporter au Comité des Négociations

Commerciales qui rapportera au Conseil Général, avant que celui ne transmette les derniers développements et consensus adoptés à la Conférence Ministérielle. Celle ci présentera un rapport lors de sa prochaine session prévue au mois de décembre 2005 à Hong Kong. Mais il reste tout de même à déterminer le contenu réel du Sous Comité avec des termes de références précis qui soient en accord avec les orientations de l'accord du 1er Août et des préoccupations fondamentales des pays africains consignées dans l'Initiative sectorielle.

Avec l'appui du Groupe Africain, les quatre pays africains auteurs de l'Initiative sectorielle ont demandé à l'Ambassadeur Tim Groser, d'assurer la présidence du Sous comité coton. Ils ont aussi insisté sur le fait que les dates des prochaines réunions devraient leur être communiquées au plus tôt, pour que leurs délégations qui ne sont pas trop fournies en personnel puissent disposer du temps nécessaire à la préparation.

L'une des difficultés auxquelles il faudra s'attendre dans les travaux du sous comité est l'harmonisation des positions défendues sur les mêmes points au sein de sessions de négociations différentes, en l'occurrence au niveau du comité sur l'agriculture et du sous comité sur le coton. Le consensus recherché sur le coton devra par principe rester plus flexible et rapidement plus opérationnel que les résultats sur les négociations globales sur l'agriculture. Le fait que les deux processus se déroulent en même temps ne permet pas d'avoir des mesures fiables des progrès accomplis sur le coton, et ne favorise pas les cohérences des positions défendues par les protagonistes africains dans les négociations globales.

Selon certains observateurs, si l'établissement du Sous Comité est un pas important dans la solution du problème, il ne saurait être une fin en soi. Le groupe africain et surtout les quatre pays initiateurs (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) doivent rester proactifs dans leurs démarches en s'assurant que le Sous Comité joue bien le rôle pour lequel il a été établi et que tous les résultats seront communiqués à temps aux organes de l'OMC

susmentionnés pour garantir la fluidité du processus et en assurer l'efficacité.

Pour plus d'informations sur le processus suivi par l'Initiative sectorielle sur le coton à l'OMC

<http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/03-05/lignedefond1.htm>

<http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/04-07/lignedefond3.htm>

---

**Comité des Subventions et des Mesures  
Compensatoires : Prorogation de la  
période de transition pour l'élimination  
des subventions à l'exportation des pays  
en développement**

Réuni le 4 novembre dernier, le Comité des subventions et des mesures compensatoires a prolongé pour une année supplémentaire la période de transition pour l'élimination des programmes de subventions à l'exportation de 19 pays en développement dans le cadre de la mise en œuvre de la décision adoptée à Doha.

L'accord sur les subventions donne une période de transition de huit ans à la plupart des pays en développement pour éliminer les subventions à l'exportation. Conformément à la décision prise à Doha sur les mesures à "mettre en œuvre rapidement", le comité des subventions est habilité à accorder une extension annuelle à ces pays jusqu'à fin 2007. Cette décision est cependant assujettie à la révision annuelle de la transparence des procédures mises en œuvre par ces pays et du respect de leurs obligations.

Lors de cette réunion, les Membres se sont penchés sur les rapports présentés par la Barbade, la Colombie, le Salvador, le Panama et la Thaïlande concernant leurs programmes de subvention dont la durée avait été prolongée l'année dernière. Ils ont aussi abordé les nouvelles procédures de notification concernant l'Argentine, le Canada, l'Union européenne, le Japon et la Jordanie, ainsi

que les subventions notifiées par l'Arménie, la Mongolie et Singapour.

Des Membres comme les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne ont appelé la Chine à se conformer à l'accord sur les subventions et mesures compensatoires en notifiant ses programmes dans le respect des procédures en vigueur. Répondant à la demande ses partenaires commerciaux, la Chine a fait valoir qu'elle mettait tout en œuvre pour se conformer à la législation de l'OMC et a, à son tour, appelé à plus de compréhension. La Chine a mis en avant les arguments portant sur la taille du pays et de la population et les besoins de formation de ses officiels quant aux procédures de l'OMC. La délégation chinoise a pris l'engagement de transmettre les problèmes soulevés lors de la réunion aux autorités chinoises compétentes. En dépit des explications de la Chine, les Etats-Unis et l'Union européenne ont exprimé leur "déception" par rapport à la révision mais ont fait savoir qu'ils étaient disposés à poursuivre la coopération bilatérale avec ce pays pour faire des progrès dans le domaine des procédures relatives à la notification des programmes de subvention tels qu'ils sont réglementés par l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Les pays bénéficiaires de cette prolongation sont : Antigua et Barbuda, la Barbade, Belize, le Costa Rica, Dominique, la République dominicaine, le Salvador, Fiji, la Grenade, le Guatemala, la Jamaïque, la Jordanie, l'Ile Maurice, le Panama, la Papouasie Nouvelle Guinée, Sainte Lucie, St. Kitts et Nevis, St. Vincent et les Grenadines, l'Uruguay. Au début de la réunion, M Mehmet Tan de la Turquie a été élu vice-président du Comité. La prochaine réunion du Comité des subventions et des mesures compensatoires est prévue les 14 et 15 avril prochain.

Notes ICTSD, OMC

## PUBLICATIONS

### En français

#### **LA POLITIQUE SOCIALE DANS LE CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT**

En étudiant ici les expériences faites en matière de politique sociale par plusieurs vagues de pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est qui se sont industrialisés tardivement, l'auteur approfondit plusieurs questions intéressantes sur l'évolution de l'Etat providence. Pourquoi certains de ces pays ont-ils choisi d'adopter assez tôt des mesures de protection sociale? Celles-ci ont-elles été adoptées sur la pression de coalitions sociales ou d'institutions particulières? L'institution de la protection sociale a-t-elle été une initiative fondatrice de l'Etat ou celui-ci a-t-il ainsi tenté d'exploiter ou même de canaliser une capacité administrative déjà en place? Le document s'ouvre sur l'étude de l'Europe du Nord, généralement considérée comme la patrie d'origine de l'Etat providence. Les sections suivantes sont consacrées à l'expérience de l'Asie orientale et de l'Amérique latine, puis à l'évolution récente de la politique sociale en Afrique subsaharienne.

[http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(LookUpAllDocumentsByUNID\)/88C6B1D08524FC0EC1256F1C00404E36?OpenDocument](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(LookUpAllDocumentsByUNID)/88C6B1D08524FC0EC1256F1C00404E36?OpenDocument)

**Secrétariat ACP (2003) :** L'Accord de Cotonou. Manuel à l'usage des acteurs non étatiques.

[http://www.acpsec.org/ExternalSheet.aspx?ArticleFileName=http://www.acp.int/ACPFiles/2004/nsa\\_users\\_guide\\_fr\\_rev1.pdf&sessLang=2](http://www.acpsec.org/ExternalSheet.aspx?ArticleFileName=http://www.acp.int/ACPFiles/2004/nsa_users_guide_fr_rev1.pdf&sessLang=2)

**CNUCED (2004) :** Rapport sur le commerce et développement 2004

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5228&intItemID=3236&lang=2&mode=highlights>

**CNUCED (2004) :** World Investment Report 2004. (en anglais seulement)

<http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=5209&intItemID=3235&mode=highlights&lang=2>

**OMC (2004) :** Rapport annuel de l'OMC 2004

Le rapport annuel de l'OMC traite des activités courantes de l'Organisation et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et de son budget actuel. Il est publié au premier semestre de chaque année.

[http://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/anrep\\_f/anrep04\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/anrep04_f.pdf)

**OMC :** The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing

Le présent document évalue l'incidence probable de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements, avec la fin des contingents d'importation, le 1er janvier 2005, quand le secteur sera assujéti aux règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

[http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/discussion\\_papers5\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers5_e.pdf)

**OMC :** The Role of Export Taxes in the Field of Primary Commodities

Le présent document examine les effets économiques d'une taxe à l'exportation sur les prix des produits de base et le volume des exportations. Il examine comment la richesse résultant d'une taxe à l'exportation est redistribuée entre les consommateurs et producteurs nationaux et étrangers et le gouvernement, et les effets d'une taxe à l'exportation utilisée comme instrument de politique commerciale pour améliorer les termes de l'échange des pays en développement, favoriser la diversification économique et aider les pauvres. [http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/discussion\\_papers4\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers4_e.pdf)

**FAO :** La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04

La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04 examine dans quelle mesure les biotechnologies agricoles - notamment les cultures transgéniques - peuvent contribuer à satisfaire les besoins des plus démunis. La conclusion est que les biotechnologies agricoles sont capables de réduire la dépendance à l'égard de produits chimiques toxiques employés en agriculture, de réduire les coûts de production pour



les agriculteurs, d'améliorer la teneur nutritive des aliments et d'améliorer l'efficacité la lutte contre les maladies végétales et animales. Ces progrès peuvent accroître fortement la productivité agricole et réduire le prix des aliments, mais le risque est qu'ils ne parviennent pas jusqu'aux pauvres. La publication analyse également les incidences socio-économiques des changements technologiques dans l'agriculture et passe en revues les données actuellement disponibles sur la sécurité des cultures transgéniques pour la santé humaine et l'environnement. Elle recommande des investissements ciblés dans la recherche et la vulgarisation agricoles, ainsi que dans la capacité de réglementation de ce secteur, pour faire en sorte que le potentiel des biotechnologies agricoles puisse être mis à profit pour satisfaire les besoins des pauvres.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**FAO :** Donner du pouvoir aux petits agriculteurs. Manuels sur la formation de groupements de producteurs (CD-ROM)

Les organisations rurales réalisent concrètement le développement rural. La FAO a publié depuis le début des années 90 une série de manuels de formation couvrant une large gamme de sujets, allant de la formation des groupes d'entraide ou la gestion des entreprises, jusqu'au développement et au financement des coopératives rurales et aux méthodes d'introduction des approches de groupe dans les projets d'investissement rural à grande échelle. Le présent CD-ROM multilingue rendra la collection complète de ces manuels accessibles à tout utilisateur de PC disposant d'un lecteur de CD-ROM et d'une imprimante. Ces directives sont destinées aux décideurs politiques des gouvernements, aux ONG et aux agents de terrain intéressés ou engagés dans la promotion des groupes de producteurs ou des coopératives pour un développement durable dans les pays en développement.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**OCDE:** Biomass and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies <http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/>

## En anglais

### ***ECONOMIC DEVELOPMENT IN AFRICA: DEBT SUSTAINABILITY, OASIS OR MIRAGE?***

Debt sustainability is basically a relative concept. The questions that beg for a response are: what level of debt is sustainable for countries in which the vast majority of the population lives on under \$1 a day per person? Have debt sustainability criteria been based on internationally recognized benchmarks such as those of the MDGs, or on objectively and theoretically verifiable criteria? What is the relationship between Africa's total external debt stocks and the actual amount of debt serviced? Is complete debt write-off a moral hazard or a "moral imperative"? The current study tries to put these and other related issues in perspective and makes a number of recommendations on how to deal with Africa's debt overhang, either through the adoption of new approaches or a major revision and improvement of present debt relief policies.

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5457&intItemID=2068&lang=1>

***Social learning and sustainability science: which role can stakeholder participation play?"*** in INTERNATIONAL JOURNAL OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT 7 (2, 2004), pp 146-163. By Bernd Siebenhuner. Claims for the involvement of societal stakeholders in processes of knowledge generation abound in discussions about sustainability science and new modes of scientific research. Their participation is seen as a means for empowerment and education as well as for increasing the legitimacy of scientific research. In addition, proponents of sustainability science regard stakeholder participation as a way to integrate municipalities, interest groups, industry, and environmentalist groups into both the generation of knowledge and its practical implementation. The paper gives an account of a number of these experiences and analyses these procedures in the light of criteria derived from the discussions around sustainability science. It is the objective of the paper to deduce lessons for future approaches to participation in sustainability science.

**"World globalization, sustainable development and scientific cooperation"** in INTERNATIONAL JOURNAL OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT 7 (2, 2004), pp 99-120. By Jean-Claude Bolay. Development-related questions have been raised periodically for over forty years. Development cooperation, in its turn, is also controversial, especially since its role is to make good intentions real, i.e. transform them into projects, programmes and other policy instruments generating investments that are much more pertinent than mere declarations of intent. Starting from an overview of the links between the profit-oriented trends of the globalisation process, and the non-profit aims pursued by the "development cooperation world", this article outlines the specific role that the scientific community plays or will have to play in international exchanges in order to steer the fundamental changes that contemporary societies are going through for the benefit of the greatest number.

**"Policies on managing risk in agricultural markets"** in WORLD BANK RESEARCH OBSERVER 19 (2, 2004), pp 199-230. By Donald F. Larson, Jock R. Anderson, and Panos Varangis. Over the past dozen years, policymakers have largely abandoned long-standing popular approaches for addressing risk in agriculture without fully resolving the question of how best to manage the negative consequences of volatile agricultural markets. The article reviews the transition from past policies and describes current approaches that distinguish between the trade-related fiscal consequences of commodity market volatility and the consequences of price and production risks for vulnerable rural households and communities. The benefits and limitations of market-based instruments are examined in the context of risk management strategies, and innovative approaches to extend the reach of risk markets are discussed.

**"Much ado about nothing? Do domestic firms really benefit from foreign direct investment?"** in WORLD BANK RESEARCH OBSERVER 19 (2, 2004), pp 171-197. By Holger Gorg and David Greenaway. Governments the world over offer significant inducements to attract investment, motivated by the expectation of spillover benefits to augment the primary benefits of a boost to national income from new investment. There are several possible sources of induced spillovers from foreign direct investment. This article evaluates the empirical evidence on productivity, wage, and export spillovers in developing, developed, and transition economies. Although theory can identify a range of possible spillover channels, robust empirical support for positive spillovers is at best mixed. The article explores the reasons and concludes with a review of policy aspects.

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet

d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/>

*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE ([dieye3@hotmail.com](mailto:dieye3@hotmail.com)), El Hadji Abdourahmane DIOUF ([ediouf@ictsd.ch](mailto:ediouf@ictsd.ch)) Bathie Ciss ([cissbathietc@yahoo.fr](mailto:cissbathietc@yahoo.fr)) et Josiane Ramos ([jramos@ictsd.ch](mailto:jramos@ictsd.ch)).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe